



Pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail

Toutes et tous mobilisé·es le 5 octobre

Alors que le gouvernement occupe l'espace médiatique pour nous enfermer dans des débats autour des questions sanitaires ou sécuritaires, ce sont bien les revendications sociales et salariales qui sont au cœur des préoccupations des personnels en cette rentrée sociale. Face à la précarisation de l'Éducation (perte du pouvoir d'achat, recours aux personnels précaires...), **il y a urgence à construire une forte mobilisation pour rompre avec les politiques d'austérité, obtenir sans attendre des revalorisations salariales importantes et sans contrepartie ou stopper la dégradation de nos conditions de travail.**

Revalorisations salariales « historiques »... Vraiment?

JM Blanquer vante des augmentations de salaires « historiques ». Pourtant, sa « **prime d'attractivité** » est **très insuffisante** pour rattraper le décrochage salarial lié à l'effet combiné du gel du point d'indice, de l'inflation et de l'évolution des cotisations sociales.

La **CGT Éduc'action dénonce autant son montant que sa forme** (indemnitare et non indiciaire) car sa « durée de vie » ne dépendra uniquement que de la volonté des prochains gouvernements.

Elle laisse donc un goût amer aux collègues dont beaucoup n'auront plus de perspective d'augmentation.

Enfin, que dire une fois de plus de de cette **politique indemnitare sources de concurrence et d'inégalités femmes/hommes par essence.**

**salaires, moyens,
conditions de travail :
toutes et tous en grève !**

“ Exigeons une véritable revalorisation, des créations massives de postes et une amélioration des conditions de travail. Il est urgent de construire une mobilisation unitaire la plus large possible pour faire entendre les revendications des personnels. ”

Des choix contestables



Que des primes au détriment d'une augmentation indiciaire alors que la valeur du point indiciaire a baissé de 16,96% de 2000 à 2017.



Seulement 60% des enseignant·es concerné·es Et peu ou rien pour les autres...

Des inégalités femmes/hommes renforcées

Quand on gèle les salaires de l'Éducation nationale, on bloque les salaires d'une profession à 71% féminisée. La nouvelle grille de rémunération des AESH (quasiment que des femmes), affiche un déroulé de carrière aboutissant à 1700€/mois au dernier échelon. On est loin du rattrapage salarial entre les femmes et les hommes !

Rentrée 2021

- ◆ explosion du nombre de contractuel·les dans le 1^{er} et 2nd degré ;
- ◆ manque de personnels AESH et élèves sans soutien ;
- ◆ services administratifs en souffrance car sous-dotés ;
- ◆ personnels de vie scolaire isolés car pas assez nombreux...

AESH méprisé·es

Avec l'augmentation du SMIC au 1^{er} octobre, leur grille de rémunération instaurée cet été sera caduque. Il·elles repasseront sous le salaire minimum... **Indécent !**



Réforme de l'assurance chômage

Nouvelles attaques contre les précaires de l'Éducation nationale : durcissement du seuil d'accès, dégressivité et baisse des allocations...



Protocole de requalification de la filière administrative

Saupoudrage salarial, insuffisance des recrutements, précarité... **Pour la CGT Educ'action c'est non !**

Avec la CGT Educ'action, gagnons :



Une **amélioration des conditions de travail** car leur dégradation constante depuis des années accentue le désintérêt des personnels et des jeunes diplômé·es



La **titularisation de tou·tes les contractuel·les** et un plan de recrutements massifs-immédiats de personnels statutaires permettant entre autre, la baisse des effectifs/classe



Une revalorisation salariale immédiate pour **tou·tes de 400 €/mois**



Une **revalorisation salariale** de tous les personnels sans exception, sans contreparties et tout au long de la carrière



Le **développement de services publics** de proximité et l'**abandon de la territorialisation** de l'Éducation (bacs locaux, hiérarchies intermédiaires, projet de loi 3DS...)



La CGT Educ'action appelle tous les personnels à préparer et

à se joindre à la journée de grève et de mobilisation interprofessionnelle

5 octobre 2021